

1.

QUEL POTENTIEL DE DEVELOPPEMENT
DE LA COOPERATION MAROC- NIGERIA

Monsieur le Directeur Général,

Monsieur Said Moufti,

MM. les Ambassadeurs et chers amis,

Messieurs,

Permettez-moi d'abord de vous remercier pour avoir trouvé le temps de venir participer à ce débat et je constate que par la présence de personnalités ayant pratiqué en Afrique et notamment des anciens Ambassadeurs dans ce continent, le débat promet d'être bien animé. Cela me rassure et me fait plaisir.

Je voudrais également saisir cette occasion pour remercier la direction de l'IRES pour l'organisation de ce genre de rencontres qui contribuent à l'élaboration d'une politique destinée à donner à notre pays l'envergure qu'il a toujours eue à travers l'Histoire.

Il me paraît nécessaire de rappeler, pour le Nigeria, un certain nombre de données qui nous aideront à comprendre ce qui va suivre, bien que ces données soient connues.

Population : 160 Millions d'habitants, 1^{er} producteur de pétrole en Afrique, 6^{ème} Mondial. Une richesse en minéraux extraordinaire inexploitée, ce qui a fait dire à certains qu'il s'agissait d'une véritable aberration, un scandale géologique. Il paraît que Dieu, lorsqu'il distribuait les terres avait oublié le Nigeria et pour se rattraper, avait donné aux Nigériens ce qui lui restait ; c'est-à-dire le meilleur, dans un geste généreux.

Comme régime politique, le Nigeria constitue une république fédérale qui compte 36 Etats et quelques 450 gouvernements locaux. Trois principales

ethnies forment la population : au nord, les Hausa- Fulani, les Yorouba au Sud-Ouest, les Ibo au Sud-Est. Chacune de ces ethnies est faite de communautés dont le nombre s'élève à quelques trois cents.

Ancienne colonie britannique, membre du Commonwealth, le Nigeria est aujourd'hui le pays le plus peuplé du continent africain. La capitale nigériane actuelle est Abuja, mais le principal centre commercial est demeuré Lagos, l'ancienne capitale.

Le Nigeria aujourd'hui

Le régime politique au Nigeria est de type présidentiel. Le chef de l'Etat est élu pour une période de quatre ans renouvelable une seule fois au terme de la loi fondamentale en vigueur. Elu en avril 99, réélu en avril 2003, M. Obasanjo a dû céder le pouvoir au printemps 2007 malgré sa tentative d'amender la Constitution pour pouvoir se représenter pour une troisième fois. Le pouvoir législatif revient à l'Assemblée nationale, Composée d'un Sénat et d'une Chambre des Représentants. Les deux chambres sont dominées par le Parti démocratique du peuple, parti au pouvoir formé en 1999 pour les besoins de la campagne de M. Obasanjo. Malgré le fait qu'il ne possède pas de base populaire, il domine tout l'appareil de l'Etat et a réussi à s'implanter dans l'appareil administratif et sécuritaire. De ce fait, il dispose d'un pouvoir sans limite et le candidat qui est parrainé par ce parti est assuré de son élection.

La Constitution de 1999 qui a donné pour la première fois le pouvoir aux civils, dote l'Assemblée nationale de pouvoirs certains. Cependant la réalité du pouvoir reste aux mains du Président de la République.

Les Etats sont confiés à des gouverneurs élus sous contrôle d'Assemblées législatives. En vertu de la Loi fondamentale, l'Exécutif local dispose d'une réelle autonomie en matière de gestion des affaires domestiques. L'application de la charia par 12 Etats du nord l'atteste. L'autonomie est cependant relative tant le pouvoir central dispose du monopole de la force, des ressources, voire du droit de révocation.

Le peuple du Nigeria vit en conflit permanent. Conflits ethniques, conflits religieux, conflits pour le contrôle des ressources et des terres, conflits entre le

nord et le sud. L'ethnie, la religion, l'intérêt local priment en premier ressort. Gérer cette multitude de contradictions est par conséquent au cœur de l'exercice du pouvoir au Nigéria.

Le président Goodluck Jonathan a été élu donc en avril 2011. Chrétien originaire de l'Etat pétrolier de Bayelsa, il a fait une entorse à une règle non écrite au Nigeria qui veut que le poste de Président de la République alterne entre le nord et le sud après deux mandats de 4 ans. Il est vrai que le respect de l'alternance au sommet de l'Etat est la garantie de la stabilité et la pérennité du Nigeria. Toucher à ce principe qui a permis à ce pays de connaître pendant de nombreuses années une paix civile, c'est entrer dans une période inconnue pleine de risques, le pays étant menacé de toutes parts et notamment en ce qui concerne son intégrité territoriale.

L'élection du président chrétien n'a pas manqué de frustrer les musulmans du nord qui ont mal accepté ce coup de force. On parle même d'une certaine complicité de certains hommes proches du pouvoir avec le mouvement dont on parle beaucoup ces derniers temps à savoir BOKO HARAM.

BOKO HARAM : veut dire en langue Hausa : tout ce qui vient de l'occident est interdit (Haram), y compris l'éducation à l'occidentale, la télévision, la façon de s'habiller, etc...

L'origine de BOKO HARAM remonte aux années 1970 et se résume comme suit : venu du Cameroun, un jeune appelé Marwa s'est installé à kano, grande ville du nord du Nigeria. Ayant rassemblé de nombreux disciples dans cette ville en prêchant contre le gouvernement laïc du Nigeria, contre la corruption politique institutionnalisée et contre l' Establishment religieux modéré, il a fondé un mouvement appelé « Maitatsine ».

Les méthodes violentes de ce mouvement ont entraîné la détérioration au fil des années 1970 des relations entre celui-ci et les autorités nigérianes. Marwa fut tué en 1980 lors d'affrontements avec la police nigériane, ce qui a entraîné le démantèlement du groupe. 20 ans plus tard en 2000, des petits groupes d'extrémistes qui se retirèrent après la mort du chef de Maitatsine, dans des zones isolées du nord, fusionnèrent pour former un mouvement appelé les

talibans au Nigeria. Ceux-ci prônaient l'imposition de la charia dans le nord du pays et rejetaient tout ce qu'il considérait comme l'influence de la culture occidentale sur la société du pays. Les talibans nigériens furent dissous quatre ans après, lorsque des affrontements sanglants se sont produits avec les membres de la police de l'Etat de Borno.

La cause islamique radicale fut reprise en main par un prédicateur du nom de Mohammed Yusuf. Celui-ci fonda une école islamiste fondamentaliste en 2002 attirant des étudiants, pour la plupart de jeunes chômeurs du nord du Nigeria. Ce furent les premiers membres de BOKO HARAM.

Les membres du groupe sont connus pour leur stricte interprétation de la loi islamique ainsi que pour leur inclination à la violence. Les premières années ils opèrent librement dans tout le nord lançant des attaques contre des installations policières et militaires. Ils se sont même attaqués à des prisons en libérant des prisonniers de droit commun. En 2009, les forces de sécurité nigériennes qui avaient auparavant ignoré le problème BOKO HARAM commencèrent à enquêter sur lui, ce qui déboucha sur l'arrestation de Yusuf qui était tué pendant sa garde à vue. La police déclara qu'il avait été abattu lors d'une tentative de fuite. Mais des médias (le rôle d'Al Jazeera !) ainsi que des groupes de défense des droits de l'homme ont déclaré qu'il a été exécuté. La nouvelle de sa mort provoqua des émeutes dans quatre villes du Nord Est du Nigeria. 700 personnes y perdirent la vie. Après la mort de Yusuf, les dirigeants de BOKO HARAM quittèrent le Nigeria pour s'installer dans les pays voisins : Niger , Cameroun et Tchad. C'est de là que datent leurs connexions avec des groupes militants étrangers, notamment Al Qaeda et Alshabab de Somalie. Le groupe retourna au Nigeria en 2010 avec la mission d'imposer la loi islamique non seulement dans le nord mais dans tout le pays. Il entama une campagne de violence, attaqua les installations de sécurité fédérales et étatiques, assassinant des hommes politiques et des sheikhs proches du Pouvoir et massacrant des chrétiens. Cette campagne attira l'attention internationale avec l'attentat, en août 2011, du bâtiment de l'Onu à Abuja. Après cette attaque, l'ancien président Obasanjo entra en contact avec des membres de la famille de Yusuf, associés à la faction plus modérée de BOKO HARAM et qui souhaitaient la fin des violences. Le beau-père de Yusuf propose une liste de

demandes qui fit naître un espoir que la paix pourrait revenir à court terme. Mais un membre de la faction radicale de HARAM le tua deux jours plus tard et les négociations prirent fin.

***Quels sont les questions qui se posent actuellement au sujet de ce mouvement ?**

D'où viennent les armes que possède BOKO Haram ?

Quant on connaît la région, on sait qu'il est plus facile de se procurer un fusil qu'un bol de millet. Les armes circulent dans la région librement ; ce qui est aggravé par les événements en Libye.

Y a-t-il une connexion avec les éléments d' Al Qaida ?

La question est souvent posée, mais jusqu'à maintenant tout le monde s'accorde sur le fait que si la méthode est la même employée par les deux organisations, il n'y aurait aucun lien entre elles. Si on met à part les proclamations du groupe lui-même, qui relie son idéologie à un islam radical plus vaste, il n'existe que peu de preuves pour étayer la revendication que le mouvement BOKO HARAM est lié à des réseaux terroristes à plus grande échelle. D'ailleurs un examen plus approfondie de l'islam radical au Nigeria montre que le ressentiment du groupe à l'encontre du gouvernement nigérian date depuis 30 ans et qu'il n'a pas grand-chose à voir avec un programme islamiste de plus grande portée.

En plus, les nigériens, très nationalistes, sont jaloux de leur indépendance et il n'est pas dans l'intérêt immédiat de l'organisation terroriste d'ALQAIDA de se mettre à dos les services de sécurité nigériens.

D'après de nombreux experts, les liens supposés avec ALQAIDA ne cachent pas le fait que BOKO HARAM soit un problème très nigérian et doit être appréhendé dans le cadre des problèmes endémiques du Nigeria.

La dernière apparition de ce mouvement lors des récents événements du Mali, toute étonnante qu'elle soit, pourrait être interprétée comme une recherche

de reconnaissance internationale, et pourquoi pas l'occasion de tenter de se procurer des armes sophistiquées en provenance de la Libye.

Comment lutter contre BOKO HARAM ?

Dans le nord, les problèmes sont particulièrement graves. Historiquement ignoré au profit du sud, où le gouvernement a concentré ses efforts de développement pour tenter d'apaiser les militants locaux et pour y assurer les revenus du pétrole (95 % des revenus étrangers du Nigeria sont générées dans le delta du Niger pétrolifère), la moitié du nord du pays est couverte de désert et l'agriculture autrefois florissante et qui était la source principale des revenus de cette région est délaissée. Selon la banque mondiale 71 % des jeunes sont au chômage, 75 % des nigériens gagnent moins d'un dollar par jour. Bien que BOKO HARAM n'a pas l'habitude d'évoquer spécifiquement ces problèmes, mais ces conditions sont le terreau idéal pour faire de cette région une terre d'extrémisme.

La campagne militaire engagée par le gouvernement pour lutter contre ce mouvement n'a pas montré son efficacité. Les forces de sécurité nigérianes ont même, dans leur chasse aux terroristes, fait des victimes aussi bien parmi ceux-ci que parmi la population civile. Les organisations humanitaires internationales ont avancé que les services de police et de sécurité nigériens ont également procédé à des exécutions extra judiciaires dans le cadre de leur poursuite du groupe.

Bref, il semble que le gouvernement a appréhendé la question de BOKO HARAM de la même manière qu'il a fait pour résoudre le problème posé par les militants du Delta du Niger (le MEND). Or, il s'agit de deux problèmes totalement différents. La motivation des uns était purement matérialiste ; par exemple, ils organisaient des enlèvements de cadres des grandes compagnies pétrolières qu'ils libéraient contre des rançons. La solution de ce problème est devenue possible lorsque le gouvernement a mis à leur disposition des moyens matériels et une amnistie générale. Le gouvernement nigérian pense utiliser les mêmes méthodes avec BOKO HARAM qui lutte pour l'établissement d'un

ordre islamique dans le pays et qui jusque là ne procède pas à des enlèvements.

Le gouvernement de Jonathan a pour l'instant semblé plutôt lent à réagir à la menace de ce Mouvement. Une commission d'enquête fédérale avait suggéré une amnistie après l'effondrement des négociations entre l'ancien président Obasanjo et la famille de Yusuf, proposition rejetée par le Président Jonathan qui avait choisi à la place d'envoyer l'armée nigérienne affronter le groupe. Il persiste à dire que la menace que représente BOKO HARAM était exagérée et ne tardera pas à être éradiquée.

Il ne semble pas que le gouvernement nigérien ait bien compris le phénomène.

Malgré tous les problèmes que connaît le Nigeria, l'unité de ce pays ne semble pas menacée parce que :

D'une part, comment pourrions-nous imaginer la division d'un pays qui compte un tel nombre d'ethnies.

D'autre part, ce qui constitue la fierté de chaque nigérien c'est d'appartenir à un pays qui passe pour le géant non seulement dans la sous-région de l'Ouest africain, mais également en Afrique et demain – pourquoi pas dans le Monde puisque le Gouvernement de ce pays revendique une place de membre permanent du Conseil de Sécurité ?- Pour chaque nigérien, s'il cesse d'être un citoyen de ce pays, il serait une quantité négligeable lorsqu'il sera réduit à sa seule tribu. Rarement j'ai vu des décideurs cultiver avec arrogance chez leurs concitoyens une telle fierté d'appartenir à un pays donné.

LES RELATIONS MAROCO – NIGERIANES

Le Maroc compte parmi les premiers pays à avoir reconnu et établi les relations diplomatiques avec le Nigeria. En effet, dès l'année 1960, année de l'indépendance du Nigeria, le Maroc a ouvert une Ambassade à Lagos qui était la capitale de l'époque et les relations entre les deux pays furent marquées au

sceau de la solidarité, du rapprochement et de l'engagement commun en faveur du droit à l'émancipation, au développement à la paix et au respect de l'intégrité territoriale.

Fidèle à cet engagement, le Maroc avait condamné les atteintes portées entre 1966 et 1969, à l'unité nationale et à l'intégrité territoriale par des puissances favorables à la sécession du Biafra. Non seulement il a condamné, mais il avait revendiqué le recours à toute initiative susceptible de rétablir au plus tôt l'autorité du pouvoir fédéral dans la région en sécession.

Les Nigériens, notamment la Communauté musulmane du Nord, tiennent en haute estime le Maroc et Amir Almouminine en souvenir du Khalifat de Sokoto fondé en 1803 par Cheikh Outhmane Danfodio avec l'appui du Sultan et des Oulémas du Maroc. Il y a lieu de rappeler que, lors de l'avènement de l'Empire chérifien d'une part, et les Khalifat de Sokoto et de Borno d'autre part, les deux pays avaient des frontières communes à une certaine époque.

L'Islam s'est introduit au Nigeria par le Maroc et les Oulémas marocains, on retrouve encore la même écriture arabe qui est utilisée au Maroc et la lecture du Coran est celle en cours ici (al warch).

Le colonialisme avait fait son œuvre en séparant les deux empires est en les affaiblissant. La reprise des contacts avaient naturellement eu lieu au lendemain de l'indépendance des deux pays.

Les événements qui avaient secoué le continent à l'époque et notamment l'OUA, n'avaient pas épargné le Nigeria qui s'est trouvé embarqué dans une aventure malgré lui, alors qu'il venait de sauver au sommet de Freetown l'organisation continentale de la désintégration par la proposition du fameux « Comité des sages ». À la récupération de nos provinces du sud en novembre 75, et jusqu'à 1984, le Nigeria a observé une position de neutralité malgré les démarches algériennes en vue de lui arracher la reconnaissance de la pseudo-RASD. Mais au moment du coup de force d'Addis Abeba, le pouvoir au Nigeria qui a toujours œuvré pour le règlement de la question du Sahara par des négociations, se trouvait aux mains des militaires (c'était le régime du G1 Buhari) qui ne demandaient que la reconnaissance de leur régime par

l'organisation africaine. En plus, cette reconnaissance intervient dans un contexte de crise grave créée à l'organisation par Alger, et soucieux de sauver l'organisation, le Général Président a décidé de reconnaître les mercenaires sans cependant accepter d'ouvrir une Mission diplomatique de son produit. En vain Alger n'a cessé de relancer sa requête auprès des présidents successeurs.

Il y a lieu de noter qu'à la suite de la reconnaissance du Polisario en 1984 par le Nigeria, le Maroc, pour la première fois, a dérogé à la Décision royale de rompre les relations diplomatiques avec quiconque reconnaîtra cette entité fantomatique. Cependant, 17 ans plus tard, en avril 2001, la décision d'ouvrir une Ambassade tombe à un moment où personne ne l'attendait.

M. Obasanjo n'a pas maîtrisé les conséquences de sa décision. Pour lui il s'agirait de faire pression pour mieux faire avancer le processus de négociations,

A l'époque, l'Algérie et le Nigeria travaillaient sur plusieurs projets dont celui du gazoduc Nigeria- Europe à travers l'Algérie, qui est actuellement au point mort, devait assurer une rente annuelle dépassant largement celle que le Nigeria tire de son pétrole. Ajouter à cela le projet parallèle de la transaharienne Alger- Lagos que le Nigeria considérait nécessaire à la promotion et l'intégration revendiquée dans le cadre du NEPAD. C'était l'époque du célèbre Axe Alger- Lagos- Pretoria.

En somme, le Maroc doit développer des intérêts avec ce pays pour établir des liens concrets qui feront que les Responsables mettent en balance leurs intérêts entre le Maroc et les autres pays.

Ce qui est sûr, c'est que le Nigeria souhaite développer sa coopération avec le Maroc, en mettant de côté le problème de la présence d'une représentation diplomatique des mercenaires à Abuja, que les Autorités nigérianes ne savent pas comment s'en débarrasser, et arriver à un tel niveau d'intérêts qu'il deviendra inéluctable de prendre une décision courageuse concernant ce problème.

LES RELATIONS ECONOMIQUES

A l'image de ce qui se passe avec les autres pays de l'Afrique subsaharienne, le Maroc consolide progressivement ses relations avec le Nigeria. Mais il lui reste beaucoup à faire. Certes, la part du Maroc au niveau du marché de l'Afrique subsaharienne a progressé entre 2000 et 2010. Avec le Nigeria, ce marché ne représente que 2,8% du marché subsaharien, seule consolation pour le Maroc, c'est qu'il se positionne relativement mieux comparativement à d'autres pays de l'Afrique du nord notamment l'Algérie et la Tunisie. Une note supplémentaire d'optimisme : le taux de couverture des importations par les exportations s'est fortement amélioré pour le Maroc dans cette région.

Toutefois ce niveau des échanges reste très en deçà du potentiel .

La langue, le transport, la fraude, autant de facteurs décourageant pour l'exportateur marocain. Certes, il y a une reprise bien que timide des contacts entre hommes d'affaires depuis quelques années, encouragés notamment par l'ouverture de la ligne aérienne Casablanca- Lagos et l'intérêt que les autorités marocaines commencent à porter envers les pays africains ainsi que la présence au Maroc de certains groupes américains et européens qui ont fait de ce pays une plate-forme orientée vers le continent africain.

Le caractère insignifiant de ces échanges fait qu'ils apparaissent toujours dans le poste « Divers » des statistiques et il est difficile d'avancer des chiffres fiables. Cependant, on peut dire que les exportations marocaines vers le Nigeria portent surtout sur les produits alimentaires comme les conserves de sardines et autres, les produits chimiques et textiles. Par ailleurs, les statistiques officielles ne peuvent pas enregistrer les vrais flux commerciaux du Maroc vers ce pays. En effet on trouve beaucoup de produits marocains qui ne sont pas exportés directement vers le Nigeria mais transitent par l'Europe ou par des pays africains Tiers. On peut encore une fois citer le cas des sardines : Effectivement, les Nigériens identifient la sardine marocaine, plus précisément la marque ordinaire « Titus », à toutes les conserves de sardines quelque soit l'origine (Espagne, Portugal, etc ...)

Des efforts énormes ont été déployés pour amener les producteurs marocains à traiter directement avec les importateurs nigériens. Mais ses efforts n'ont pas abouti. Les hommes d'affaires marocains préférant passer par l'intermédiaire d'entreprises européennes pour ne pas courir de risque. Car, malgré les changements profonds qui se sont opérés au Nigeria notamment les techniques nouvelles en matière de financement des opérations commerciales, les opérateurs marocains ne semblent pas vouloir ou pouvoir changer d'opinion à l'égard du nigérien réputé être « arnaqueur » et « escroc ». Cette réputation qui était certes réelle dans le passé, doit être nuancée actuellement avec les nouvelles mesures prises tant au niveau international qu'au niveau local. Les mentalités de l'exportateur et de l'investisseur marocains doivent évoluer.

Les relations économiques entre les deux pays ont subi les vicissitudes qu'ont connues les relations politiques. L'attitude du Nigeria qui était franchement hostile au Maroc et qui avait porté beaucoup de tort à notre pays et à sa Cause nationale compte tenu de l'importance du Nigeria dans le continent africain, a marqué les décideurs marocains qui ne voulaient plus entendre parler de ce pays. Mais depuis l'avènement de SM le Roi Mohammed VI et l'intérêt que le Roi du Maroc porte au continent africain, les choses ont changé et je dois dire d'une manière solennelle que grâce à la sollicitude de SM Le ROI et sa bienveillance à l'égard de la communauté musulmane du Nigeria, l'attitude de ce pays face au Maroc a évolué et l'amitié profonde que les citoyens du Nigeria éprouvent envers le Maroc a repris le dessus.

Une Commission mixte a été instituée en l'an 2000. Seule la réunion constitutive s'est tenue à Rabat et depuis aucune réunion n'a eu lieu de cette Commission. Plusieurs accords ont été préparés et devaient être signés à l'occasion de cette Commission dont la tenue reste la revendication principale de la partie nigérienne. Pour sa part la partie marocaine ne trouve pas opportune une telle réunion dans les circonstances actuelles et propose que ces accords soient signés séparément pour constituer un cadre juridique favorisant les relations économiques entre les deux pays en attendant des jours meilleurs. Actuellement les projets d'accord finalisés se trouvent entre les mains de la partie nigérienne. Il s'agit de la mise à jour de l'Accord commercial,

la Convention de protection des investissements et celle relative à la non double imposition, l'Accord maritime etc...

LE GAZODUC NIGERIA – EUROPE

On se rappelle qu'il y a plus que 12 ans, l'Algérie avait conclu avec le Nigeria un accord portant sur la réalisation d'un gazoduc qui pourrait acheminer le gaz nigérian vers l'Europe en transitant par l'Algérie. Cet accord avait fait grand bruit à l'époque et le Nigeria qui considérait ce projet comme stratégique avait même été amené à prendre des positions hostiles au Maroc en raison de ce projet qui venait compléter l'autre grand projet à savoir la route transaharienne qui devait désenclaver le sahel et concurrencer la route actuellement pratiquement achevée: Tanger – Lagos.

Ni la route trans- saharienne, ni le gazoduc Nigeria- Europe n'avaient été réalisés à ce jour : le projet de gazoduc d'une longueur de 4000 kilomètre est resté lettre morte pendant une douzaine d'années. La signature en 2009 d'un mémorandum d'entente entre le Nigéria et l'Algérie qui devrait en principe permettre d'effectuer l'étude de faisabilité du projet obeissait en réalité à des considérations politiques, l'Algérie voulant contrecarrer à tout prix la construction d'un gazoduc vers l'Europe transitant par le Maroc.

En effet, tirant les conséquences de la situation où se trouvait le projet algérien, il avait apparu au Maroc de proposer un projet pour le remplacer à savoir : un gazoduc acheminant le gaz nigérian vers l'Europe, bien que plus long mais plus réaliste et tenant compte des considérations de sécurité et de financement. Il a été donc proposé aux autorités nigérianes cette alternative et pour contrecarrer les actions que le lobby algérien encore très puissant n'a pas manqué d'utiliser pour freiner cette initiative, la partie marocaine a relevé que les deux projets pourraient bien être réalisés en même temps, ce qui n'a pas manqué de séduire la partie nigériane. C'est ainsi qu'après plusieurs péripéties le Maroc a réussi à obtenir l'accord de principe pour la signature d'un mémorandum d'entente, phase importante pour la réalisation d'un quelconque projet. D'après les informations que je possède, on en est encore à ce stade du projet.

De l'autre côté, l'accord relatif au projet algérien n'a pas encore été ratifié par le Nigeria malgré le fait que le Niger, dernier arrivé pour adhérer à ce projet l'a déjà fait se trouvant seul avec l'Algérie en matière de ratification.

Le financement de ce projet, évalué à l'époque à 13 Millions de dollars n'est pas encore assuré. Les responsables algériens et nigériens ont avoué que l'attention doit désormais porter sur la question des sources de financement du projet mais assurent que compte tenu des potentialités qu'offre ce dernier, les fonds ne devraient poser aucun problème. Le ministre algérien a même déclaré : « nous avons l'expérience, nous avons l'expertise et le financement ne serait pas un problème. Le marché du gaz est là mais aussi le projet reste pour l'Europe une source d'approvisionnement sûr. Certainement nous n'aurons pas de problème ». En vérité, les pays européens hésitent sérieusement à s'engager dans ce projet qui ne présente aucune garantie de sécurité d'approvisionnement et dont le risque d'être contrôlée par l'Algérie et la Russie n'est pas à écarter. Ajouter à cela les menaces terroristes qui pèsent sur ce projet de gazoduc dans la région du sud de l'Algérie et le Nord du Mali et du Niger et qui sont actuellement confirmées par les récents événements intervenus dans la région.

Pour ma part et compte tenu de tout ce qui précède, j'estime que la réalisation du projet marocain avec un autre projet aussi important mais qui n'a pas encore été proposé officiellement aux autorités marocaines à savoir la construction d'un complexe de production de fertilisants, utilisant le phosphate marocain et le gaz nigérien serait de nature à renverser l'équilibre dans cette région en faveur du Maroc.

Si la compagnie nationale Royal air Maroc joue le jeu en s'intéressant à ce marché important et en accordant l'intérêt nécessaire à la ligne Casablanca – Lagos, en établissant une liaison quotidienne que la Compagnie marocaine avait demandée et que nous avons obtenue, en ouvrant également la ligne Casablanca-Abuja trois fois par semaine qu'elle a réclamée et que nous avons également obtenue, nous aurions alors accompli un grand pas dans ce sens.

En dehors des problèmes politiques qui se posent au niveau des relations Maroc- Nigeria, il y a les questions classiques que connaissent les rapports avec

le reste du continent africain et qui relèvent principalement des structures économiques, de la faiblesse des infrastructures et des marchés financiers, des mécanismes de financement ainsi que de la non application ou l'insuffisance des cadres institutionnels facilitant les échanges commerciaux, et de la faiblesse des connexions terrestres ou maritimes entre le Maroc et les pays d'Afrique subsaharienne . Il va de même du manque de transparence qui caractérise les réglementations douanières et les procédures à la fois nombreuses, lentes et coûteuses.

L'ouverture de la ligne de la RAM a pu contribuer à développer les échanges dans un premier temps entre les hommes d'affaires des deux pays qui a permis d'entraîner plus tard un début de développement des échanges et en tout cas une connaissance mutuelle des possibilités à exploiter.

Pour exploiter pleinement le potentiel entre les deux pays un certain nombre d'actions doivent être prises parmi lesquels on peut citer l'amélioration du cadre juridique et règlementaire des accords en vigueur et de conclure des accords de commerce et d'investissement avec ce pays qui constitue une locomotive au niveau de la sous-région, de susciter des relations entre les deux Chambres de commerce et d'Industrie, de conclure un accord de partenariat avec la CEDEAO et d'assurer une offre adaptée aux demandes et aux spécificités de ce marché.

L'installation d'un service économique dynamique et doté de moyens adéquats – et non seulement un conseiller économique qui ne pourra rien faire tout seul dans ce grand pays tout comme c'est le cas pour l'ambassadeur actuellement – qui non seulement pourra explorer les possibilités qui s'offrent aux produits marocains, mais donnera aux opérateurs marocains le sentiment de confiance et de protection lorsqu'ils réaliseront des opérations avec ce pays.

Sur le plan Culturel et culturel

Le Maroc a unilatéralement mis à la disposition du Nigeria en 2004, 25 bourses d'études , renouvelables chaque année et destinées à des étudiants voulant poursuivre des études dans les universités marocaines. Au début, les Autorités

nigérianes ont fait la fine bouche, mais actuellement celles-ci demandent une augmentation du nombre de ces bourses. Actuellement une centaine d'étudiants sont inscrits dans les Universités marocaines avec une bourse marocaine. Ajoutons à cela depuis deux ans, la présence de quelques étudiants dans des écoles d'enseignement traditionnel subventionnées par le Ministère des Habous, à la demande d'organisations religieuses nigérianes.

Par ailleurs, la nomination d'un conseiller pour les affaires religieuses près l'Ambassade du Royaume du Maroc à Abuja s'impose plus que jamais compte tenu de l'importance de la communauté musulmane au Nigeria parmi laquelle les membres de la Tariqa Tijani occupe une place importante puisque leur nombre est estimé à environ 30 millions d'adeptes et qui ont tous la face tournée vers la ville de Fez où se trouve le mausolée de Sidi Ahmed Tijani. Il ne faut pas non plus oublier la Tariqa Qadiria qui n'est pas négligeable et dont les appels aux Autorités nigérianes pour qu'elles changent leur position vis-à-vis du Maroc, ont été souvent lancés par les Responsables de cette Secte.

Mustapha Cherkaoui

Ancien Ambassadeur

du Royaume du Maroc au Nigeria